

Création et pérennité des SARL à libre capital à Paris Août 2003-août 2004 : le greffe tire le bilan

Un an après l'entrée en vigueur de la Loi pour l'Initiative Economique le 6 août 2003, le greffe tire le bilan de la création de SARL à libre capital social à Paris.

S'appuyant sur l'Observatoire des SARL qu'il a créé au lendemain de la mise en application des dispositions prévues par la Loi, le greffe analyse l'évolution économique et juridique de ces entreprises, en observant notamment leurs capacités financières et leurs éventuelles difficultés.

Mise en œuvre pour favoriser la création d'entreprises, la Loi pour l'Initiative économique a insufflé un nouveau dynamisme à l'économie de la Capitale : 3 787 SARL à libre capital ont vu le jour à Paris depuis le 6 août 2003, soit 11% des immatriculations d'entreprises au Registre du commerce. Parmi l'éventail des mesures entrées en application, deux dispositions favorisent la création de SARL auxquelles le greffe a été particulièrement attentif : le choix du libre montant du capital social et la faculté de domicilier le siège de l'entreprise au domicile du représentant légal pendant une durée de 5 ans.

A ce jour, l'évolution économique de ces nouvelles entreprises dément les plus sceptiques. Les nouvelles SARL à libre capital se portent bien : peu endettées, elles semblent tirer leurs ressources de l'énergie même de leurs dirigeants, qui rencontrent encore quelques difficultés à obtenir des prêts bancaires pour financer leurs investissements. Hormis une liquidation judiciaire et probablement quelques incidents de parcours pour 41 entreprises (soit 1,08% des créations), les 99% de SARL créées depuis le 6 août présentent tous les signes de bonne santé. La preuve : 35 d'entre elles ont déjà augmenté leur capital social.

Repères chiffrés

3 787 créations SARL à libre capital à Paris depuis le 6 août, soit 21% des immatriculations de SARL au Registre du commerce. 28% de ces entreprises sont dirigées par des femmes.

Ces SARL disposent d'un capital de départ moyen de 2 000€, et exercent majoritairement une activité de prestation de services et de conseils aux entreprises (33%) ou de commerce (17%).

Des capacités financières qui s'améliorent au fil des mois : 37,5% des dirigeants préfèrent investir dans la location ou l'acquisition d'un local commercial, plutôt que d'exercer leur activité à domicile (31,3%) ou de choisir une domiciliation commerciale (31,2% également).

Des entrepreneurs dynamiques, qui se lancent avec peu de moyens, mais qui semblent rencontrer des difficultés à obtenir un prêt bancaire (3% des dirigeants) ou du matériel en crédit-bail (0,4% des dirigeants).

Des entreprises qui affichent jusqu'à présent une bonne santé économique : 41 SARL seulement ont disparu depuis le 6 août, dont 50% ont déménagé dans un autre département. Une seule liquidation judiciaire, et une très faible proportion d'entreprises endettées auprès de l'Urssaf et du Trésor public (2 SARL concernées).

1- 3 787 immatriculations de SARL au Registre du commerce parisien entre le 6 août 2003 et le 6 août 2004, soit 21% des créations de SARL

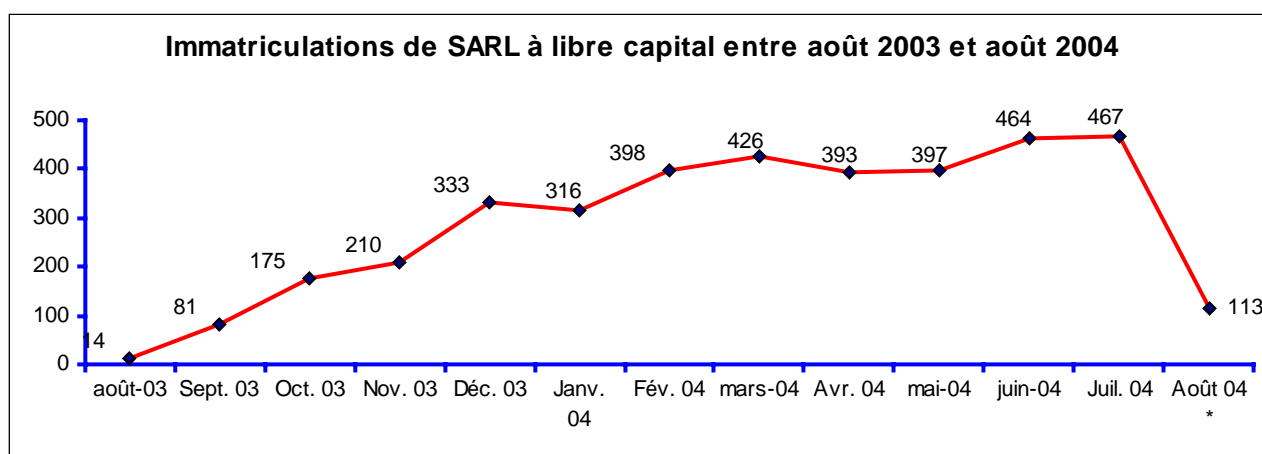
Les créations de SARL à libre capital enregistrent une montée en puissance dès les premières semaines de l'entrée en application de la Loi pour l'Initiative Economique. Après avoir doublé en volume en octobre 2003, elles poursuivent leur progression entre novembre et février pour atteindre un pic en mars 2004 (426 immatriculations soit 24,2% des créations de SARL). Elles se stabilisent à 400 immatriculations en mai et juin 2004, puis enregistrent un nouveau record en juillet (464 immatriculations, soit 28,1% des créations de SARL).

Les immatriculations de SARL à libre capital ont soutenu la création d'entreprises à Paris ces douze derniers mois. Elles représentent 11,5% des immatriculations au Registre du commerce, toutes catégories confondues. Entre août 2003 et août 2004, Paris a enregistré la naissance de plus de 33 000 nouvelles entreprises, soit une hausse de l'ordre de 10% au regard de la même période de l'année précédente.

27,9% de ces nouveaux entrepreneurs sont des femmes, contre 72,1% d'hommes. Cette proportion est supérieure à la moyenne parisienne, soit 25% de femmes créatrices d'entreprises au 1^{er} semestre 2004.

Immatriculations mensuelles de SARL constituées avec un capital social inférieur à 7 500 €

Mois	Nombre d'immatriculations de SARL au capital inférieur à 7 500 €	Nombre total d'immatriculations de SARL au Registre du commerce	% par rapport au nombre total d'immatriculations de SARL au Registre du commerce (RCS)
Août	14	826	1,69 %
Septembre	81	1 160	6,98 %
Octobre	175	1 704	10,27 %
Novembre	210	1 291	16,27 %
Décembre	333	1 573	21,17 %
Janvier	316	1 456	21,70 %
Février	398	1 678	23,72 %
Mars	426	1 757	24,25 %
Avril	393	1 848	21,20%
Mai	397	1 325	29,96%
Juin	464	1 650	28,12%
Juillet	467	1 491	31,32%
Août	113	363	31,13%
Total	3 787	18 122	20,90%



* Jusqu'au 6 août 2004

2- Capital moyen de départ de 1 981 € en augmentation constante depuis août 2003

Les SARL à libre capital sont dotées d'un capital social moyen de départ de 1 981€. Depuis août 2003, le capital social moyen n'a cessé d'augmenter : il représentait 1 535 € en moyenne en septembre 2003. Il a atteint 2 261 € en juin 2004, soit une augmentation de 47%.

L'évolution de la répartition des entreprises par tranches de capital social constituent un autre indicateur intéressant.

- Les deux tranches supérieures de capital (1 001 à 3 000€ - 3 001 à 7 500 €) sont de mieux en mieux représentées.
- La tranche « 1 001 à 3 000 € » concerne 22,2% des SARL à libre capital en septembre 2003, 25,6% en février 2004, 28,7% en juillet 2004.
- Cette progression s'observe également pour la tranche la plus élevée (3 001 à 7 500 €) qui évolue de la façon suivante : 16% en septembre 2003, 18% en février 2004, 21% en juillet 2004.

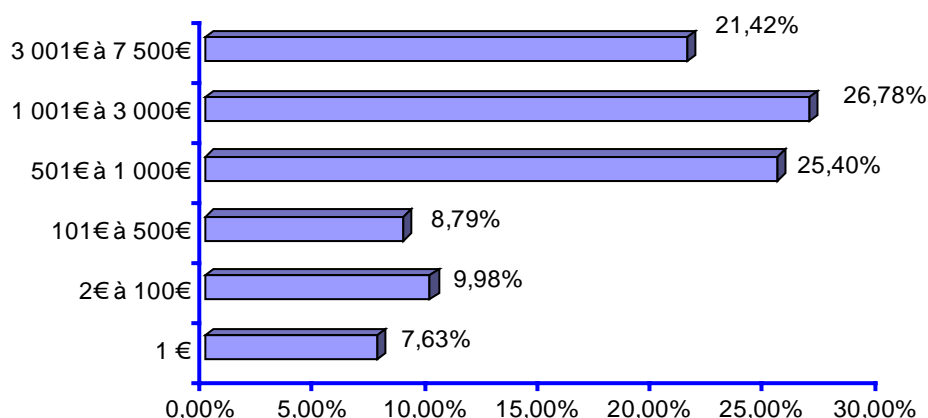
La tranche intermédiaire (501 à 1 000 €) suit la même progression.

En revanche, les trois tranches les plus basses subissent une érosion depuis août 2003.

- La part des SARL dotées d'un capital d'un euro s'élève à 11% entre septembre 2003 et février 2004, et descend à 4,9% en juillet 2004.
- Les deux autres tranches (2 à 100 € et 100 à 1 000 €) représentent une proportion cumulée de 25,9% en septembre 2003, 18,9% en février 2004, 16,7% en juillet 2004.

Répartition des immatriculations de SARL par tranches de capital social

Répartition par tranches de capital social	Nombre d'immatriculations entre le 6 août 2003 et le 6 août 2004	Pourcentage par rapport au nombre total d'immatriculations entre le 6 août 2003 et le 6 août 2004
1 €	289	7,63%
2 € à 100 €	378	9,98%
101 € à 500 €	333	8,79%
501 € à 1 000 €	962	25,40%
1 001 € à 3 000 €	1 014	26,78%
3 001 € à 7 500 €	811	21,42%
Total	3 787	100%



3- Choix de la domiciliation de l'entreprise : 37,5% des dirigeants préfèrent louer ou acquérir un local commercial

Peu représentée durant les premiers mois suivant l'entrée en vigueur de la Loi pour l'Initiative Economique, la domiciliation de l'entreprise dans un local commercial est devenue la catégorie la plus fréquemment choisie par les dirigeants d'entreprises. 23,5% des entreprises étaient domiciliées dans un local commercial en septembre 2003, 32,4% en février 2004 et 42,4% en juillet 2004.

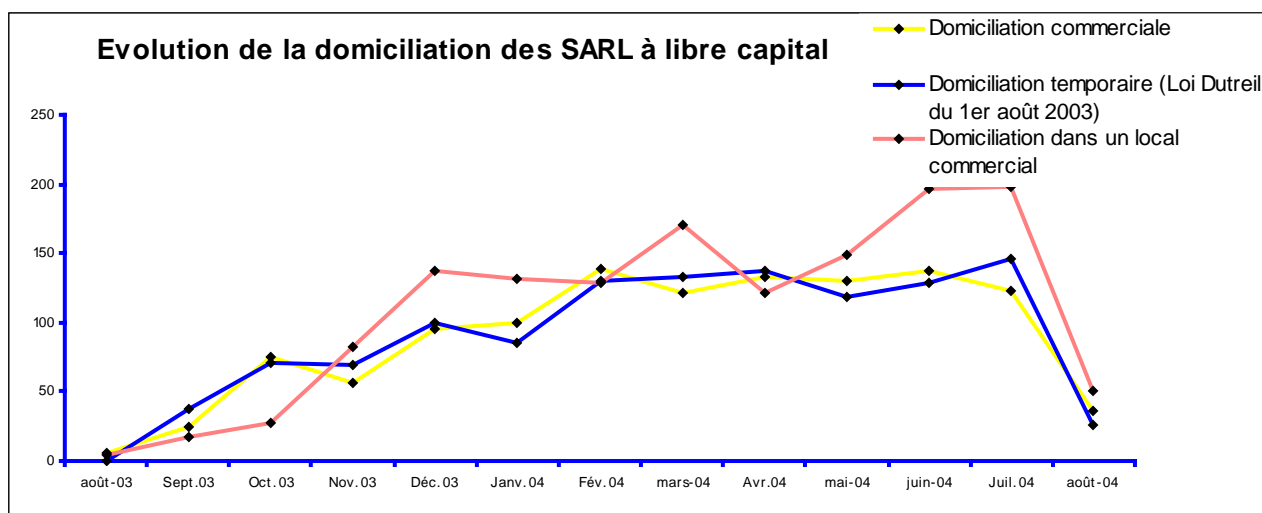
Cet indicateur suit la progression du montant du capital social, tendant ainsi à prouver qu'au fil des mois les créateurs de SARL à libre capital investissent davantage dans la location ou l'acquisition d'un local commercial.

La Loi pour l'Initiative Economique facilite les domiciliations dans un local d'habitation ¹. Nombreux à profiter de cette mesure dans les premiers mois suivant l'application de la Loi (45,7% en septembre 2003), les nouveaux entrepreneurs ont été moins enclins à choisir cette solution à partir de février 2004 (32,7%, puis 31,2% en juillet 2004).

Les domiciliations commerciales ² suivent la même tendance, soit 29,7% en septembre 2003, 28,6% en mars 2004, 26,3% en juillet 2004.

Répartition des SARL au capital inférieur à 7 500 € par type de domiciliation

Type de domiciliation	Nombre d'immatriculations entre le 6 août 2003 et le 6 août 2004	Pourcentage par rapport au nombre total d'immatriculations entre le 6 août 2003 et le 6 août 2004
Domiciliation commerciale (art. 26-1 du décret du 30 mai 1984)	1 178	31,21%
Domiciliation dans un local d'habitation (art.6 de la loi pour l'initiative économique du 1 ^{er} août 2003)	1 181	31,28%
Domiciliation dans un local commercial (art. L123-10 du code de commerce)	1 416	37,51%
Total	3 775 ³	100%



4- Répartition par secteur d'activité entre le 6 août 2003 et le 6 août 2004

Les dirigeants de SARL à libre capital exercent majoritairement une activité de prestations de services et de conseils aux entreprises (soit 33%). La SARL à libre capital semble bien adaptée à ce type d'activité qui ne nécessite pas obligatoirement un apport important de fonds au démarrage. Les immatriculations dans ce secteur ont néanmoins eu tendance à décroître ces deux derniers mois.

Vient ensuite le secteur du commerce, bien représenté avec 17,4% des SARL à libre capital, dont la part semble stable.

Le greffe observe également que les créations de SARL à libre capital essaient dans de nouveaux secteurs tels que les activités postales et les activités de télécommunications, la pratique médicale et les activités hospitalières, la production de biens divers, la production de gaz et d'électricité, etc.

¹ Les personnes morales peuvent désormais installer leur siège au domicile du représentant légal pour une durée ne pouvant excéder cinq ans à compter de leur création.

² Prestation de services proposée par des professionnels de la domiciliation.

³ 12 entreprises sont déclarées « sans activité » depuis leur immatriculation.

Tendances des autres secteurs :

En hausse :

Restauration
Edition, production et imprimerie
Fabrication et réparations
Soins personnels
Activités financières

En baisse :

Travaux de bâtiment

Stables

Informatique
Activités artistiques et spectacles
Tourisme
Loisirs
Transports

Répartition des immatriculations de SARL par secteur d'activité

Secteur d'activité	Nombre total d'immatriculations depuis le 6 août 2004	Pourcentage par rapport au nombre total d'immatriculations depuis le 6 août 2004
Prestations de services et conseils aux entreprises	1254	33,11%
Commerce gros et détail (véhicule, alimentaire, etc.)	659	17,40%
Travaux de bâtiment	317	8,37%
Informatique (conseil en SI, édition & réalisation de logiciels, traitement et base de données et réparation de matériel)	289	7,63%
Edition, production et imprimerie (livres et audiovisuel)	273	7,21%
Immobilier (marchand de biens, location, promotion, agence et administration)	248	6,55%
Restauration (traditionnelle et rapide), boissons et traiteurs	150	3,96%
Activités financières (banques, organismes de crédit et de placement, etc.) et assurances	78	2,06%
Fabrication et réparation (textile, peausserie, maroquinerie, pharmacie, meubles, automobiles, etc.)	75	1,98%
Activités artistiques et spectacles	67	1,77%
Soins personnels	58	1,53%
Autres activités ⁴	141	3,72%
Sans activité déclarée	178	4,70%
Total	3 787	100%

5. Quelle évolution pour les SARL à libre capital social, immatriculées entre le 6 août 2003 et le 6 août 2004 ?

Quels sont les investissements réalisés par les nouveaux entrepreneurs ?

Depuis le 6 août 2003, 115 entreprises ont obtenu un prêt bancaire⁵ pour acquérir un fonds de commerce ou réaliser des travaux d'agrandissement ou d'amélioration de leur local commercial, soit 3% des SARL à libre capital. Ces investissements ont donné lieu à l'inscription de nantissements de fonds de commerce publiés au greffe.

⁴ Activités postales et de télécommunications, transport, loisirs, location de matériel d'équipement, tourisme, recherche et développement, industrie alimentaire, pratique médicale, production de plants, production d'électricité, gaz et eau, assainissement, voirie et gestion des déchets.

⁵ Ce chiffre correspond aux inscriptions de nantissements de fonds de commerce et de privilèges du vendeur enregistrés au greffe. Souvent assorti au privilège du vendeur mais pouvant être totalement indépendant, il garantit au vendeur ou au prêteur (banque ...) d'être payé par préférence aux autres créanciers sur la vente du fonds de commerce.

Depuis le début de l'année 2004, toutefois, ces inscriptions ont tendance à progresser : 15 SARL à libre capital en moyenne sont désormais concernées chaque mois.

Le montant moyen du prêt consenti par les banques s'élève à 130 126 €.

Autres investissements réalisés :

- 15 entreprises ont acquis ou loué du matériel en crédit-bail, soit 0,4% des SARL à libre capital pour un montant moyen de 2 000 €. 1 clause de réserve de propriété a été inscrite auprès du greffe pour un montant de 8 179 €.
- 1 clause de réserve de propriété ⁶ a été inscrite auprès du greffe pour un montant de 8 179 €.

Ces résultats tendent à mettre en évidence les difficultés rencontrées par ces nouveaux entrepreneurs pour obtenir des financements bancaires.

Ces nouvelles entreprises ont-elles augmenté leur capital ?

Après quelques mois d'activité, 35 SARL, soit 0,9% ont réalisé une augmentation de leur capital social.

- 13 entreprises disposent désormais d'un capital proche de l'ancien seuil exigé pour les SARL, soit 8 000 €
- 15 SARL sont dotées d'un capital compris entre 8 000 et 50 000 €
- 7 entreprises d'un capital supérieur à 100 000 €

Les nouveaux entrepreneurs sont-ils endettés fiscalement et socialement ?

Au 6 août 2004, deux entreprises seulement rencontrent des difficultés à régler leurs cotisations sociales obligatoires auprès de l'Urssaf, pour un montant de l'ordre de 2 000 €. Aucune entreprise n'est pour l'instant endettée auprès du Trésor public.

Ces nouvelles entreprises sont-elles pérennes ?

Depuis le 6 août 2003, 41 entreprises ont été radiées du Registre du commerce pour différents motifs :

- 21 dirigeants ont transféré leur siège social de l'entreprise dans un autre département
- 12 entrepreneurs ont volontairement dissout leur entreprise
- 5 entreprises ont cessé leur activité
- 2 entreprises ont été radiées par le greffe à la suite d'irrégularités constatées (non-production de pièces justificatives nécessaires à leur immatriculation définitive au Registre du commerce)
- Le Tribunal de commerce de Paris a prononcé la liquidation judiciaire d'une entreprise

Par ailleurs, une seule entreprise potentiellement en difficulté a été détectée par le service de la Prévention.

Le taux de disparition ⁷ des entreprises est faible : 1,08%.

⁶ Cette inscription déposée au greffe permet au propriétaire d'un bien d'être dispensé de faire reconnaître son droit de propriété en cas de redressement ou de liquidation judiciaire lorsque le contrat portant sur ce bien a fait l'objet d'une publicité au greffe.

⁷ Ratio créations/radiations au 6 août 2004